

L'économie de la Martinique en 2011 Une croissance modeste et peu créatrice d'emploi

L'économie martiniquaise reste fragile depuis la crise sociale de 2009 qui a durablement impacté la confiance des agents économiques. Le rattrapage se poursuit en 2011, mais la progression est mesurée et ne permet pas de faire reculer le chômage.

L'indicateur du climat des affaires est stable et l'activité mieux orientée. Les prévisions d'investissement ne sont plus en repli en fin d'année mais restent prudentes. En effet, le contexte économique local et international, incertain, incite les chefs d'entreprise à reporter les investissements lourds.

La consommation des ménages se maintient, mais ces derniers sont fragilisés par une situation de l'emploi dégradée et ont tendance à adopter des comportements de précaution.

L'activité économique connaît des évolutions contrastées selon les secteurs. Alors que l'année a été difficile pour le secteur primaire, l'activité du BTP progresse mais reste inférieure au niveau d'avant la crise de 2009. Le secteur du commerce se maintient. La situation s'améliore dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme.

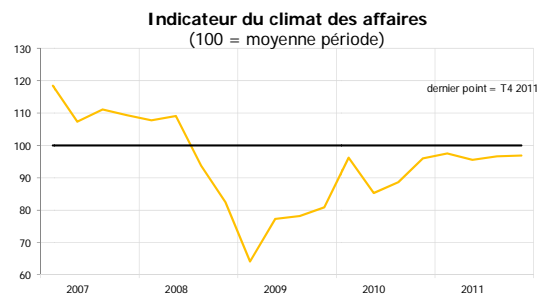
Parallèlement, les encours bancaires continuent de progresser, à un rythme toutefois ralenti, alors que les taux de créances douteuses sont orientés à la baisse.

LE RATTRAPAGE DE 2010 SE POURSUIT EN 2011

Le climat des affaires est stable

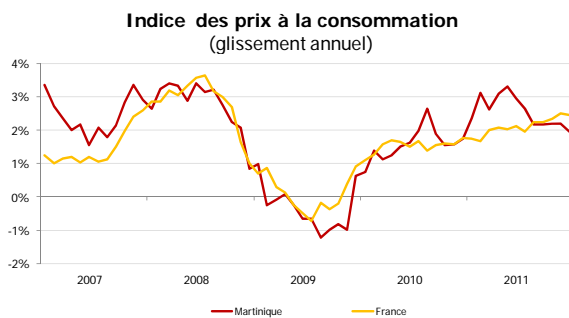
L'indicateur du climat des affaires reste stable tout au long de l'année, à un niveau légèrement en deçà de sa moyenne de longue période.

Cette résistance s'explique par l'évolution favorable de l'activité, orientée à la hausse en fin d'année, notamment dans les secteurs du BTP, du tourisme et des services aux entreprises.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

La hausse des prix est modérée



Source : INSEE

L'indice des prix à la consommation progresse de 2,0 % en 2011, soit une évolution plus modeste que pour la France entière (2,5 %).

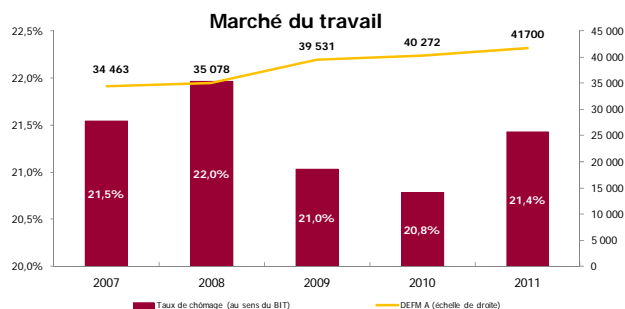
Cette évolution tient pour près de la moitié à la hausse des prix de l'énergie. Hors énergie, les prix à la consommation progressent de 1,1 % sur un an. La seconde contribution à la hausse des prix concerne les services. Hors énergie et services, les prix augmentent de 0,5 % sur un an.

Le chômage augmente

Le chômage augmente, malgré la meilleure orientation de l'activité économique.

Le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse pour la quatrième année consécutive et s'élève à 41 700 en fin d'année 2011 (+3,5 % sur l'année). Les femmes et les jeunes de moins de 25 ans sont les catégories les plus touchées. Ces derniers représentent 15,1 % de la demande d'emploi. Le taux de chômage s'établit à 21,4 % (+0,6 point). Le nombre d'allocataires de Pôle emploi est en forte augmentation et atteint 22 899 en fin d'année (+11,8 %).

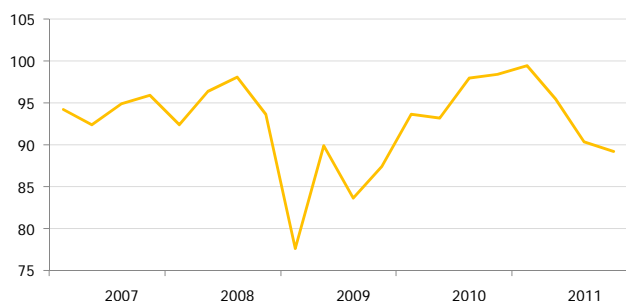
Les offres d'emplois progressent à 11 970 en fin d'année (+15,3 %).



Source : SMTPT, Pôle emploi - Dares, INSEE

La consommation des ménages se maintient malgré un ralentissement en fin d'année

Importations de biens de consommations (CVS)
(en millions d'euros)



Source : Douanes

La consommation des ménages se stabilise par rapport à 2010. Les importations de biens de consommation sont en repli sur l'année (-2,6 %), alors que les immatriculations de véhicules neufs se situent au même niveau que l'année précédente (+0,3 %).

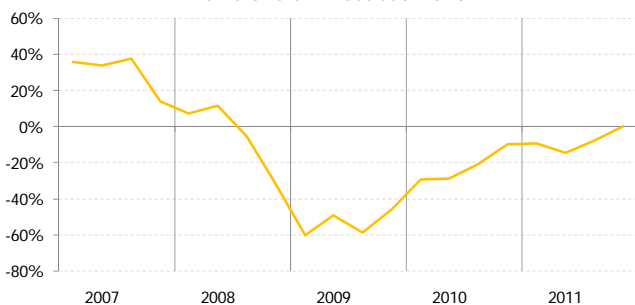
Le chiffre d'affaires de la grande distribution reste orienté à la hausse (+3,6 % en 2011, contre +9,6 % en 2010).

Les encours de crédits à la consommation des ménages sont stables sur la période (-0,5 %).

Ces éléments reflètent d'une part la dégradation du marché du travail, d'autre part un regain de prudence des ménages, dans un contexte économique incertain.

Les entreprises restent prudentes en matière d'investissement

Prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les intentions d'investissement redeviennent stables en fin d'année, alors qu'elles étaient orientées à la baisse depuis trois ans, après une chute particulièrement marquée lors de la crise sociale qui avait affecté la Martinique en 2009.

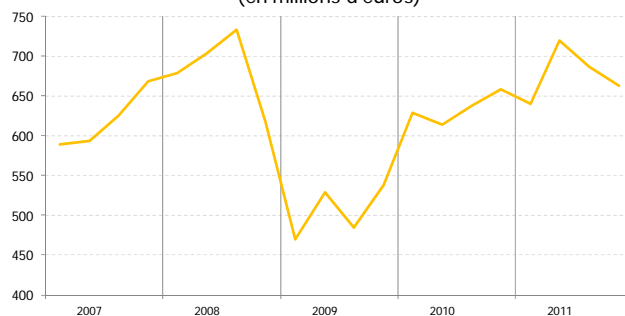
Le redressement des encours de crédits d'investissement accordés par les établissements de crédit locaux (+3,0 %) illustre cette amélioration, même si elle concerne pour l'essentiel des besoins de renouvellement. Le retour à l'équilibre reste fragile compte tenu de l'incertitude et du manque de perspectives.

Les importations reculent au second semestre

La stabilité de la demande intérieure pèse sur les importations en fin d'année. Si elles progressent globalement en 2011 (+6,6 %), à un rythme cependant inférieur à celui de 2010 (+25,4 %), elles reculent au second semestre.

Sur l'année, les exportations sont en net repli (-17,6 %), impactées par la baisse des exportations de produits pétroliers (-30,5 %) et de produits agricoles (-12,9 %). Concernant les produits pétroliers, les capacités de raffinage de la SARA ont été réduites en 2011 du fait d'arrêts techniques, entraînant une baisse des exportations au départ de la Martinique en direction des dépôts de la Guadeloupe et de la Guyane.

Importations (CVS)
(en millions d'euros)



Source : Douanes

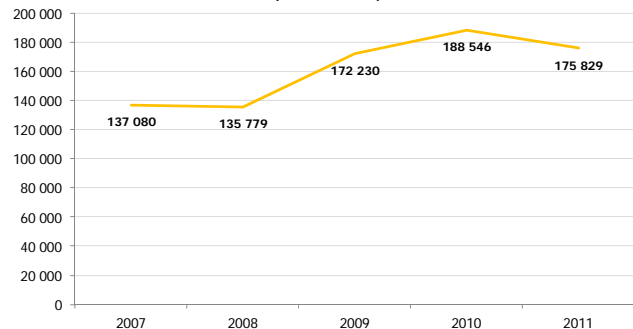
CERTAINES DIFFICULTÉS SECTORIELLES PERSISTENT

La filière agricole connaît une année difficile

L'activité du secteur primaire est orientée à la baisse.

Les expéditions de bananes vers l'Union européenne diminuent sensiblement (-6,7 %) et les professionnels de la filière canne-sucre-rhum jugent la campagne 2011 décevante en raison des mauvaises conditions climatiques (pluviométrie importante). Bien que le tonnage de canne broyée ait progressé, la production de sucre et de rhum a diminué (respectivement -6,8 % et -1,5 %).

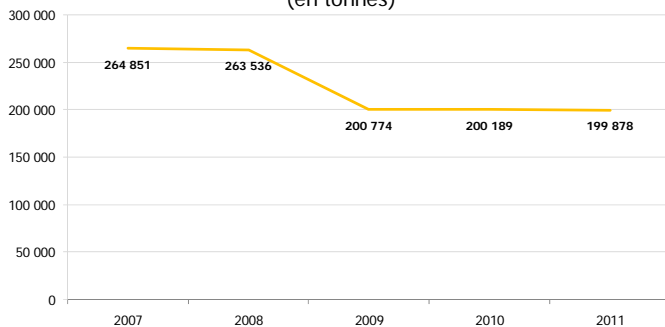
Expéditions de bananes
(en tonnes)



Source : CIRAD

L'activité du BTP progresse mais reste en deçà du niveau d'avant la crise

Ventes de ciment
(en tonnes)



Source : Ciment Antillais

Le secteur du BTP a connu une amélioration, grâce à la reprise de programmes de logements sociaux, de travaux routiers et de certains grands chantiers. Pour autant, les mises en chantier ne suffisent pas à relancer durablement le secteur, qui est fortement dépendant de la commande publique.

Les ventes de ciment stagnent en 2011 et demeurent inférieures au niveau d'avant la crise de 2009 (autour de 200 000 tonnes par an, alors qu'elles dépassaient 260 000 tonnes auparavant). Les attestations de conformité électrique accusent une baisse de 9,7 %, signe d'un ralentissement des livraisons de logements.

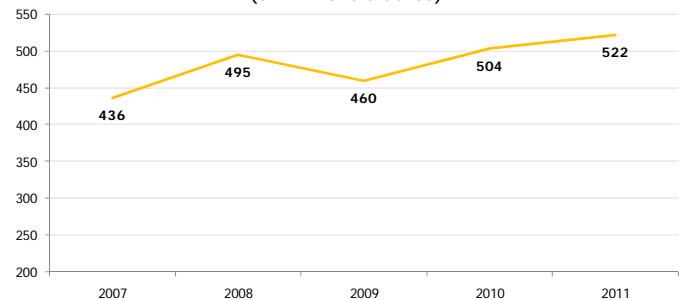
Le secteur du commerce se maintient

Le secteur du commerce connaît une croissance ralentie.

Les chefs d'entreprise du secteur du commerce font part d'une évolution plutôt modeste de l'activité, dans un contexte de concurrence accrue et de prudence des ménages.

Le chiffre d'affaires de la grande distribution progresse de 3,6 % en 2011 (9,6 % l'année précédente) pour atteindre 522 millions d'euros. La réouverture de l'hypermarché de Cluny sous l'enseigne Carrefour, en décembre, a pu stimuler le chiffre d'affaires de la grande distribution en fin d'année. Le secteur a été marqué en 2011 par les difficultés du groupe Lancy (enseigne Leclerc) ayant entraîné la redistribution de parts de marché.

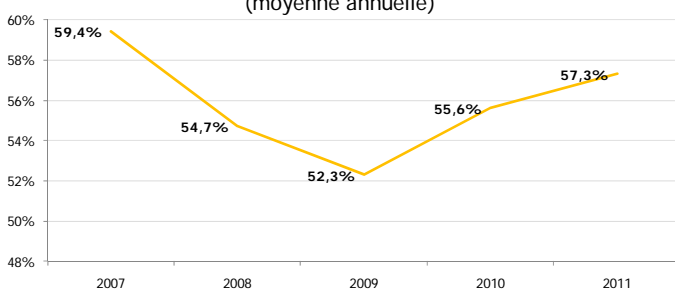
Chiffre d'affaires de la grande distribution
(en millions d'euros)



Source : DIECCTE

La conjoncture s'améliore dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme

Taux d'occupation des hôtels
(moyenne annuelle)



Source : INSEE

L'activité touristique s'améliore en 2011.

Le nombre de passagers débarquant à l'aéroport progresse de 4,1 % (1 620 833 passagers). De même, le taux d'occupation des hôtels augmente et atteint en moyenne 57,3 % sur l'année (contre 55,6 % en 2010 et 52,3 % en 2009). Le nombre de touristes de séjour atteint 498 000, en progression de 4,3 % sur l'année. En revanche, le nombre de croisiéristes a été particulièrement faible en 2011 (37 932 croisiéristes, soit une chute de 48,8 %).

LES BANQUES ACCOMPAGNENT LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

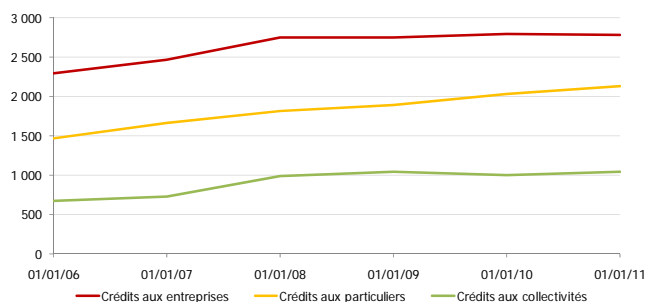
Les encours bancaires continuent de progresser

Les encours sains progressent globalement de 1,6 % en 2011, atteignant 7,7 milliards d'euros en fin d'année (ensemble des établissements de crédit). Cela confirme l'orientation favorable de l'activité économique sur l'année, à un rythme toutefois mesuré (la croissance des encours sains était de 4,5 % l'année précédente). Les encours des ménages sont en hausse de 3,1 % (3,0 milliards d'euros, soit 39,4 % des encours sains), ceux des collectivités de 6,2 % (1,1 milliard d'euros, soit 14,0% des encours), alors les encours des entreprises diminuent de 0,7 % (3,3 milliards d'euros, soit 42,2 % des encours).

A noter que les encours de crédits à l'équipement accordés aux entreprises par les établissements de crédit locaux sont en hausse (+3,5 %).

Les agents économiques tentent de maintenir leur effort d'investissement. Les crédits d'exploitation des entreprises et les crédits à la consommation des ménages se contractent en 2011 (respectivement de -6,7 % et -0,5 % pour l'ensemble des établissements). En revanche, les crédits d'investissement et les crédits immobiliers résistent ou progressent. Ainsi, les encours de crédits d'investissement et de crédits immobiliers accordés par les banques aux entreprises sont stables (-0,2 %). Parallèlement, les crédits à l'habitat des ménages et les crédits d'investissement et immobiliers des collectivités locales augmentent (+4,6 %).

Crédits d'investissement
(en millions d'euros)



Source : SURFI

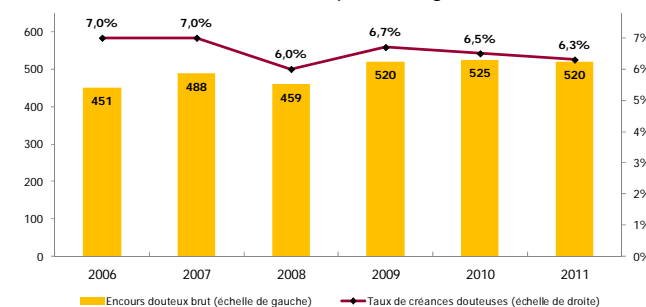
Les créances douteuses diminuent

La qualité du portefeuille continue de s'améliorer en 2011.

Les encours douteux sont en légère diminution (-1,0 % sur l'année), de même que le taux de créances douteuses (6,3 % de l'encours brut en fin d'année).

Le taux de provisionnement des créances douteuses est de 58,5 %.

Encours douteux
(en millions d'euros et en pourcentage de l'encours)



Source : SURFI

Les actifs financiers progressent modestement

Les actifs financiers des agents économiques progressent de 0,9 % en 2011, pour atteindre 6,2 milliards d'euros au 31 décembre. La place martiniquaise reste emprunteuse de 2,0 milliards d'euros, les crédits accordés par les banques s'élevant au total à 8,2 milliards d'euros.

LA CRISE POURRAIT CONTRARIER LE RATTRAPAGE ÉCONOMIQUE

En 2011, l'économie martiniquaise poursuit le rattrapage engagé en 2010, dans un contexte marqué par une situation de l'emploi qui reste dégradée. Le ralentissement de la croissance observée en Europe pourrait affecter l'évolution de l'activité au cours des prochains mois à travers notamment les mesures de réduction du déficit, la période électorale étant par ailleurs moins propice aux investissements. De plus, la consommation des ménages, principal moteur de l'économie locale, montre des signes de repli en fin d'année en lien avec une situation du marché du travail déprimée.

Dans un environnement global difficile, l'économie de la Martinique pourrait bénéficier de la consolidation de l'activité dans le secteur du tourisme et de la poursuite du redressement dans le secteur du BTP.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 10 mars 2012 – Dépôt légal : mars 2012 – ISSN 1952-9619